



Dossier - Finances publiques (1/5)

Economie marocaine : Un diagnostic en dix symptômes

1. Décorrélacion entre investissement et croissance

Avec un taux d'investissement en 2018 d'environ 32,8 % du PIB, notre économie enregistre à peine une croissance de 3,1%. Comparativement à la Turquie, par exemple, ce taux est de 5% annuellement résultant d'un effort d'investissement moindre de l'ordre de 19%. De même, cet effort en Roumanie est de seulement 21%, en Thaïlande, il est de 27.5%, en Malaisie : 20.7% et en Indonésie il est de 24.6%. Ces pays réalisent tous un taux de croissance économique dépassant celui du Maroc.

2. Croissance faiblement créatrice d'emploi

La croissance économique ne crée pas suffisamment d'emplois au vu des efforts fournis en terme d'investissements. En effet, le taux de chômage à fin 2018 selon les derniers chiffres du HCP est estimé à 9.8%, soit 1,2 millions de chômeurs environ, notamment les jeunes.

3. La croissance économique au Maroc est accompagnée d'inégalités sociales en dépit d'une légère amélioration

Aujourd'hui, 4.8% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté absolue et 12.5% sont en situation de vulnérabilité¹. De ce fait, un dixième de la population marocaine risque de tomber dans le piège de la pauvreté ou bien il l'est déjà. Sur le plan du développement humain, l'indicateur produit par les Nations Unies et qui considère, en plus des indicateurs de pauvreté et de vulnérabilité, les niveaux d'éducation et de santé, le Maroc se place toujours loin de ses voisins arabes en 123^{ème} position sur 189 pays en 2017. La Tunisie et la Libye viennent respectivement en positions 63 et 38.

4. Répartition spatiale inégale des investissements publics

La croissance économique par région est disparate du moment que 3 régions seulement, qui profitent de 70% de l'enveloppe de l'investissement de l'Etat, arrivent en 2016 à créer 58% de la richesse nationale et avoir un PIB par tête dépassant la moyenne nationale. Les autres régions enregistrent des résultats, sur ce plan, très modérés.

5. Agriculture, Bâtiments/Travaux Publics, et Services restent les secteurs "productifs" majeurs

En 2018, la part de ces secteurs dans la valeur ajoutée globale est d'environ 76%. Au même temps, l'industrie ne participe qu'à hauteur de 29,6%. Ceci est dû à (i) une défaillance avérée du marché, (ii) une politique d'investissement qui manque d'efficacité et qui se manifeste par l'incohérence des stratégies sectorielles, et à (iii) l'absence du rôle de l'Etat en matière d'allocation des ressources productives vers les secteurs dits "productifs". Globalement, le Maroc, dans les meilleurs des cas, dispose de plans sectoriels sans posséder un modèle de développement intégré.

¹ Part de la population dont le revenu journalier se situe entre le seuil de pauvreté et le double



6. Faible contribution des IDE à la création de la valeur ajoutée

Les Investissements Directs Etrangers se sont concentrés, à leur tour, dans des secteurs à faible valeur ajoutée (les Bâtiments et Travaux Publics, et l'Offshoring). En termes d'évolution, les IDE dans les BTP ont enregistré une baisse de 13,4% en 2017 par rapport à 2016 et ont augmenté dans les télécommunications de 75% d'une année à l'autre. Le secteur industriel a connu, par contre, une baisse de 18,6%, en variation relative.

7. Endettement public excessif et déficit budgétaire

La limitation du déficit budgétaire que le gouvernement considère, par ailleurs, comme objectif et moyen en même temps est accompagnée d'un recours massif à l'endettement public. Le taux d'endettement public a atteint 82,2% du PIB en 2018 y compris la dette du Trésor et garantie qui représente 65,8% du PIB. Le plus grave dans la question de la dette est que son coût évolue à un rythme supérieur à celui de la croissance économique.

8. Libre échange et désindustrialisation

Les résultats escomptés de l'ouverture totale conclue dans le cadre de l'OMC et des accords de libre-échange sont contraires à ce qui est attendu. Ainsi, au lieu que les exportations soient promues, le marché local s'est retrouvé submergé par des produits chinois, indiens, turques et égyptiens. Ce qui a poussé bon nombre d'usines à la faillite et à la fermeture notamment dans les secteurs du textile et cuir, l'électronique, les plastiques et matières de construction et fer. Les pertes d'emplois annuelles dans le secteur industriel ont avoisiné 25.000 emplois. Il est à rappeler que cette ouverture s'est caractérisée par l'absence d'une vision globale de protection de la production locale et de promotion de la compétitivité des entreprises nationales.

9. Faible contribution de la demande intérieure à l'industrialisation du pays

Le renforcement de la demande intérieure n'est pas suivi, comme attendu, d'une amélioration de tissu productif national. En effet, la productivité des facteurs est restée faible sinon négative pour les secteurs autres que l'agriculture. Le problème de désindustrialisation de notre économie se manifeste quand on regarde la part la valeur ajoutée des industries de transformation dans le PIB, faible, d'environ 14% en 2018, à un moment où la norme internationale (Banque Mondiale), dépasse 22%. Pour les Bâtiments et Travaux Publics et les services, leur contribution dans le PIB est de 70% contre 65% enregistré chez des pays similaires au Maroc.

10. Modèle économique basé sur la demande intérieure

La demande intérieure continue toujours de tirer la croissance de l'économie marocaine avec une progression de la consommation des ménages et des administrations publiques. Ceci se traduit par une importation massive et une aggravation du déficit de la balance commerciale. Il est à noter que ce déficit commercial rapporté au PIB, bien qu'il se soit amélioré depuis 2013 où il a atteint 22% du PIB, s'est stabilisé en 2018 à 19% du PIB. Cette aggravation du déficit de la balance commerciale est due, à notre sens, au modèle économique poursuivi basé sur la promotion de la demande intérieure.. En outre, ce déficit commercial est dépendant de la stratégie industrielle poursuivie qui s'appuie sur la sous-traitance. La régression de l'industrie constitue une cause principale de la réduction des parts de marché du Maroc à l'étranger.